

355587-2026 - Procedura konkurencyjna

Francja – Usługi w zakresie napraw i konserwacji okrętów wojennych – Maintien en condition opérationnelle (MCO) des bâtiments des forces spéciales de la Marine nationale et leurs remorques.

OJ S 99/2026 26/05/2026

Ogłoszenie o zamówieniu lub ogłoszenie o koncesji – tryb standardowy
Usługi

1. Nabywca

1.1. Nabywca

Oficjalna nazwa: MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

E-mail: dssf-brest.contact-demarche.fct@def.gouv.fr

Status prawny nabywcy: Instytucja administracji centralnej

Sektor działalności instytucji zamawiającej: Obronność

2. Procedura

2.1. Procedura

Tytuł: Maintien en condition opérationnelle (MCO) des bâtiments des forces spéciales de la Marine nationale et leurs remorques.

Opis: C'est un accord-cadre mono attributaire qui comporte : + une part ferme ; + une tranche optionnelle en application des articles R.2313-2, R.2391-8 à R.2391-10 du code de la commande publique, selon les modalités explicitées dans le dossier de la consultation ; + une part à bons de commande sur barème conformément aux dispositions de l'article R. 2362-8 du code de la commande publique ; + une part à commandes de fournitures ou services destinée à subvenir aux éventuels aléas techniques en application des articles R. 2372-19 à R. 2372-21 du code de la commande publique.

Identyfikator procedury: f85b3c32-11d7-40f2-8516-cc3916d65ea1

Wewnętrzny identyfikator: M26B00224

Rodzaj procedury: Negocjacyjna z uprzednią publikacją zaproszenia do ubiegania się o zamówienie / konkurencyjna z negocjacjami

Procedura jest przyspieszona: nie

Główne aspekty procedury: La présente publication concerne uniquement un appel à candidature. Le dossier de consultation sera envoyé ultérieurement et uniquement aux candidats admis à soumissionner.

2.1.1. Przeznaczenie

Charakter zamówienia: Usługi

Główna klasyfikacja (cpv): 50640000 Usługi w zakresie napraw i konserwacji okrętów wojennych

Dodatkowa klasyfikacja (cpv): 50600000 Usługi w zakresie napraw i konserwacji materiałów dla bezpieczeństwa i obrony

2.1.2. Miejsce realizacji

Adres pocztowy: BCRM DE BREST - DSSF BREST - SAT AO

Miejscowość: BREST CEDEX 9

Kod pocztowy: 29240

Podział krajowy (NUTS): Finistère (FRH02)

Kraj: Francja

Informacje dodatkowe: Adresse du Pouvoir Adjudicateur. Les adresses des lieux d'exécution des prestations sont donnée(s) au paragraphe 5.1.2.

2.1.4. Informacje ogólne

Podstawa prawna:

Dyrektywa 2009/81/WE

2.1.6. Podstawy wykluczenia

Powody wykluczenia źródła: Uwaga

Konflikt interesów spowodowany udziałem w postępowaniu o udzielenie zamówienia: Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique. Les candidatures n'ayant pas été écartées sont examinées au regard des conditions fixées par les articles R. 2342-4 à R. 2342-6 du code de la commande publique.

5. Część zamówienia

5.1. Część zamówienia: LOT-0001

Tytuł: Maintien en condition opérationnelle (MCO) des bâtiments des forces spéciales de la Marine nationale et leurs remorques.

Opis: Le projet d'accord-cadre porte sur le maintien en condition opérationnelle des embarcations des forces spéciales de la Marine nationale et leurs remorques, à savoir environ 47 embarcations de type VFM (ex VPDMP), Zodiac Hurricane 933 OB, ETRACO, ETRACONG et ECUME, basées en métropole avec leurs bers. Ainsi qu'environ 31 remorques de type routières ou aérotransportables pour des embarcations de type Zodiac Hurricane 933 OB, ETRACO et ECUME. Les principales prestations à fournir sont les suivantes : l'entretien des 2 VFM avec le soutien logistique associé et une exigence de disponibilité afin de répondre au besoin opérationnel (maintenance préventive et corrective) ; l'entretien des autres bâtiments en catégorie standard soit quelques travaux et livraisons ; l'entretien des remorques (routières et/ou aérotransportables) et quelques bers par des contrôles techniques et/ou visites annuelles ; la réalisation d'une étude et de mise à hauteur. Il y aura environ 10 arrêts techniques pour les VFM. L'accord-cadre comportera une tranche regroupant les bons de commande et les commandes pour aléas, tranche dont le montant maximum estimé est de 73% de la somme des prestations fermes. Le montant des commandes pour aléas techniques ne pourra toutefois excéder 15% du montant total de l'accord-cadre initial.

Wewnętrzny identyfikator: M26B00224

5.1.1. Przeznaczenie

Charakter zamówienia: Usługi

Główna klasyfikacja (cpv): 50640000 Usługi w zakresie napraw i konserwacji okrętów wojennych

Dodatkowa klasyfikacja (cpv): 50600000 Usługi w zakresie napraw i konserwacji materiałów dla bezpieczeństwa i obrony

Opcje:

Opis opcji: Les prestations faisant l'objet de tranches optionnelles sont susceptibles de s'ajouter aux prestations commandées de manière ferme. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas affermir.

5.1.2. Miejsce realizacji

Adres pocztowy: BCRM de BREST - Base Navale de Brest

Miejscowość: Brest cedex 09
Kod pocztowy: 29240
Podpodział krajowy (NUTS): Finistère (FRH02)
Kraj: Francja
Informacje dodatkowe: La liste exhaustive des lieux d'exécution sera publiée au DCE

5.1.2. Miejsce realizacji

Adres pocztowy: BCRM TOULON - Base navale de Toulon
Miejscowość: Toulon cedex 09
Kod pocztowy: 83800
Podpodział krajowy (NUTS): Var (FRL05)
Kraj: Francja
Informacje dodatkowe: La liste exhaustive des lieux d'exécution sera publiée au DCE

5.1.3. Szacowany okres obowiązywania

Okres obowiązywania: 66 Miesiące

5.1.4. Wznowienie

Maksymalna liczba wznowień: 0

5.1.6. Informacje ogólne

Zastrzeżony udział:

Udział nie jest zastrzeżony.

Projekt zamówienia niefinansowany z funduszy UE

Przedmiotowe zamówienie jest odpowiednie również dla małych i średnich przedsiębiorstw (MŚP): tak

Informacje dodatkowe: Pour les candidats établis dans l'Union européenne (hors France) : 1) tous renseignements ou documents justifiant de la nationalité du candidat conformément au 3° de l'article R. 2343-3 du code de la commande publique. 2) un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement de l'opérateur économique, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2341-1, aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 ainsi qu'à l'article L. 2341-3 du code de la commande publique. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 et à l'article R. 2343-8 du code de la commande publique, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où un tel serment n'est pas prévu, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou d'établissement du candidat. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire ou procédure équivalente régie par le droit étranger, il produit la copie du ou des jugements prononcés conformément à l'article R. 2343-9 du code de la commande publique. 3) un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnée à l'article L. 2341-2 du code de la commande publique ; 4) un document mentionnant leur numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ou, si le candidat n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. 5) un document attestant de la régularité de leur situation sociale au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation

le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant qu'ils sont à jour de leurs déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. 6) lorsque leur immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants : a) un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ; b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ; c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. 7) une liste nominative des salariés étrangers employés, s'ils sont soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail, précisant pour chacun d'entre eux : date d'embauche, nationalité, type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D 8254-4 du code du travail). 8) l'indication des lots sur lesquels le candidat postule (en cas de marché alloti). À défaut, la candidature sera prise en considération pour l'ensemble des lots.

5.1.9. Kryteria kwalifikacji

Źródła kryteriów wyboru: Uwaga

Kryterium: Wpis do rejestru handlowego

Opis kryterium selekcji: Aptitude à exercer l'activité professionnelle Situation personnelle d'opérateurs économiques susceptibles d'entraîner leur exclusion. Le candidat (ou le groupement) devra produire le formulaire DC1 dans son intégralité PDF, accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou une lettre de candidature avec informations équivalentes et une déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique. Le candidat devra produire un formulaire DC2 PDF, accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou document équivalent. Si le candidat en redressement judiciaire, produire la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou procédure étrangère équivalente conformément à l'article R. 2343-9 du code de la commande publique. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique, mentionné au 1° de l'article R. 2343-14 du code de la commande publique. Tous renseignements ou documents justifiant de la nationalité du candidat conformément au 3° de l'article R. 2343-3 du code de la commande publique. Une attestation fiscale et un certificat social délivré par l'organisme de recouvrement des contributions et cotisations sociales justifiant de la régularité fiscale et sociale.

Kryterium: Wpis do rejestru handlowego

Opis kryterium selekcji: Aptitude à exercer l'activité professionnelle Situation personnelle de sous-traitants susceptibles d'entraîner leur rejet Tout sous-traitant au sens de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance doit être soumis à l'acceptation de l'acheteur. Pour cela le candidat transmet le formulaire DC 4 dans sa dernière version accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> ou une déclaration mentionnant les informations prévues à l'article R. 2393-25 du code de la commande publique et une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner conformément au 6° de l'article R. 2393-25 du code de la commande publique. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder

aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2343-14 du code de la commande publique. Tous renseignements ou documents justifiant de la nationalité du sous-traitant conformément au 3° de l'article R. 2343-3 du code de la commande publique. Une attestation fiscale du sous-traitant, justifiant de sa régularité fiscale. Une attestation de vigilance délivrée par l'organisme de recouvrement des contributions et cotisations sociales du sous-traitant justifiant que votre société a satisfait aux obligations sociales.

Kryterium: Ogólny roczny obrót

Opis kryterium selekcji: Capacité économique et financière Situation économique et financière d'opérateurs économiques susceptibles d'entraîner leur exclusion Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les références demandées par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Kryterium: Ogólny roczny obrót

Opis kryterium selekcji: Capacité économique et financière Situation économique et financière de sous-traitants susceptibles d'entraîner leur exclusion Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les références demandées par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Kryterium: Referencje dotyczące określonych dostaw

Opis kryterium selekcji: Liste des travaux exécutés et/ou des principales livraisons réalisées et /ou des principaux services dans le domaine du MCO naval, effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire (public ou privé). La preuve des livraisons et de l'exécution des prestations de service les plus importantes est apportée par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les références demandées par l'acheteur, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Kryterium: Referencje dotyczące określonych dostaw

Opis kryterium selekcji: Capacité technique et professionnelle Capacité technique et/ou professionnelle de sous-traitants susceptibles d'entraîner leur rejet Liste des travaux exécutés et/ou des principales livraisons réalisées et/ou des principaux services dans le domaine du MCO naval, effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le

destinataire (public ou privé). La preuve des livraisons et de l'exécution des prestations de service les plus importantes est apportée par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du sous-traitant.

Kryterium: Bezpieczeństwo informacji

Opis kryterium selekcji: MS (Marché sensible) Conformément aux dispositions de l'Instruction générale interministérielle 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (dite « IGI » dans la suite du texte) et de l'Instruction ministérielle 900 relative à la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles (dite « IM » dans la suite du texte), l'exécution du marché relève des contrats sensibles. Ainsi : - les personnes morales admises à soumissionner peuvent faire l'objet d'une enquête administrative à la demande de l'autorité contractante ; - les personnes physiques devant effectivement exécuter les prestations doivent faire l'objet d'une enquête administrative de sécurité préalablement au début d'exécution des prestations du marché et d'une autorisation administrative délivrée pour chaque exécutant par l'officier de sécurité responsable de la zone. De même, chaque personne physique devant intervenir devra au préalable fournir à l'administration une déclaration individuelle attestant notamment qu'elle a pris connaissance des dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.

5.1.10. Kryteria udzielenia zamówienia

Opis stosowanej metody, jeżeli nie można przypisać wagi kryteriom: Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation et ses annexes, dans le cahier des charges, dans l'invitation à soumissionner ou à négocier, ou dans le document descriptif.

5.1.11. Dokumenty zamówienia

Języki, w których dokumenty zamówienia są oficjalnie dostępne: francuski

Adres dokumentów zamówienia: www.marches-publics.gouv.fr

5.1.12. Warunki udzielenia zamówienia

Warunki zgłoszenia:

Obowiązkowe wskazanie podwykonawstwa: Część zamówienia, której realizację oferent zamierza zlecić podwykonawcom

Adres na potrzeby zgłoszenia: www.marches-publics.gouv.fr

Opis: Sans objet

Języki, w których można składać oferty lub wnioski o dopuszczenie do udziału: francuski

Oferty wariantowe: Niedozwolone

Opis gwarancji finansowej: Conformément aux articles L. 2391-7 et R. 2391-21 à R. 2391-24 du code de la commande publique, le marché peut prévoir une retenue de garantie.

Termin składania wniosków o dopuszczenie do udziału: 26/06/2026 15:00:00 (UTC+02:00) czas wschodnioeuropejski, czas środkowoeuropejski letni

Warunki zamówienia:

Wykonanie zamówienia musi odbywać się w ramach programów zatrudnienia chronionego: Nie
Warunki dotyczące realizacji zamówienia: Sans objet

Fakturowanie elektroniczne: Wymagane

Forma prawna, jaką musi przyjąć grupa oferentów, której udzielono zamówienia: Groupement
Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature s'ils se présentent en tant que candidat individuel ou en tant que groupement d'opérateurs économiques. En application de l'article R. 2342-12 du code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. De plus, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter une offre en agissant à la fois : - en

qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements; - en qualité de membres de plusieurs groupements; - en cas de groupement d'opérateurs économiques, celui-ci devra revêtir la forme d'un groupement d'entreprise solidaire pour l'attribution du marché. La constitution d'un groupement et la modification d'un groupement sont acceptées entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales si tous les membres du groupement ont été autorisés à présenter une offre ou à y participer, au moins en tant que sous-contractant accepté dans la phase de candidature, et le groupement modifié ou nouvellement constitué doit respecter les exigences relatives aux capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

Zasady finansowe: Le financement est assuré exclusivement par les ressources budgétaires de l'État. La monnaie de compte est l'euro. Modalités de financement : Les règlements s'effectuent par virement avec délai de paiement à 30 jours maximum conformément aux dispositions des articles L. 2392-10 et R. 2392-10 du code de la commande publique.

Podwykonawstwo:

Nie ma zastosowania obowiązek podwykonawstwa.

5.1.15. Techniki

Umowa ramowa:

Umowa ramowa, bez ponownego poddania zamówienia procedurze konkurencyjnej

5.1.16. Dalsze informacje, mediacja i odwołanie

Organ odwoławczy: Tribunal Administratif de Rennes

Informacje o terminach odwołania: La procédure peut faire l'objet : - d'un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, en application des articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative ; - d'un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de Justice Administrative, pouvant être exercé conformément aux termes de l'article R. 551-7 du Code de Justice Administrative, au plus tard le 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution du marché ; - d'un recours en contestation de la validité du contrat, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché.

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat postępowania o udzielenie zamówienia: MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

Organizacja zapewniająca dostęp offline do dokumentów zamówienia: MARINE/DCSSF/DSSF /Brest

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat procedur odwoławczych: MARINE /DCSSF/DSSF/Brest

8. Organizacje

8.1. ORG-0001

Oficjalna nazwa: MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

Adres pocztowy: BCRM de BREST – DSSF BREST / Secrétariat des offres – SDFC/DMA – CC45

Miejscowość: Brest cedex 9

Kod pocztowy: 29240

Podpodział krajowy (NUTS): Finistère (FRH02)

Kraj: Francja

E-mail: dssf-brest.contact-demarche.fct@def.gouv.fr

Telefon: +33 298140706

Adres na potrzeby wymiany informacji (URL): www.marches-publics.gouv.fr/entreprise

Role tej organizacji:

Nabywca

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat postępowania o udzielenie zamówienia

Organizacja zapewniająca dostęp offline do dokumentów zamówienia

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat procedur odwoławczych

8.1. ORG-0002

Oficjalna nazwa: Tribunal Administratif de Rennes

Adres pocztowy: Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte – CS 44416

Miejscowość: Rennes cedex

Kod pocztowy: 35044

Podpodział krajowy (NUTS): Ille-et-Vilaine (FRH03)

Kraj: Francja

E-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr

Telefon: +33 299250366

Role tej organizacji:

Organ odwoławczy

8.1. ORG-0000

Oficjalna nazwa: Publications Office of the European Union

Numer rejestracyjny: PUBL

Miejscowość: Luxembourg

Kod pocztowy: 2417

Podpodział krajowy (NUTS): Luxembourg (LU000)

Kraj: Luksemburg

E-mail: ted@publications.europa.eu

Telefon: +352 29291

Adres strony internetowej: <https://op.europa.eu>

Role tej organizacji:

TED eSender

Informacje o ogłoszeniu

Identyfikator/wersja ogłoszenia: 330c898a-8853-4624-a04b-24f521817821 - 01

Typ formularza: Procedura konkurencyjna

Rodzaj ogłoszenia: Ogłoszenie o zamówieniu lub ogłoszenie o koncesji – tryb standardowy

Podrodzaj ogłoszenia: 18

Ogłoszenie – data wysłania: 22/05/2026 06:13:11 (UTC+00:00) czas zachodnioeuropejski, GMT

Języki, w których przedmiotowe ogłoszenie jest oficjalnie dostępne: francuski

Numer publikacji ogłoszenia: 355587-2026

Numer wydania Dz.U. S: 99/2026

Data publikacji: 26/05/2026